

YE TONGNON Y KPOSEGGIN

Aménagement du territoire et sentiers d'économie en Afrique :
fonction du bricolage technologique

Innovations sociales en Afrique

Cet ouvrage obéit à deux pistes d'analyse et de prospection des modernités africaines. La première concerne l'organisation sociale de l'innovation. A voir sa place massive dans les sociétés africaines, le bricolage technologique est loin d'être une pratique marginale. Mais, en Afrique, les savoir-faire bricolés sont rudement éprouvés par les technologies de pointe. La solution à une telle épreuve, c'est l'organisation sociale de l'innovation. La deuxième concerne l'alternative qu'est l'économie informelle dans les agendas de modernité en Afrique. L'économie informelle, dans les modernités africaines, loin d'être un tigre de papier, apparaît comme une alternative et une nécessité historique. C'est dans la logique de ces pistes d'analyse et de prospection des modernités africaines que les chapitres de cet ouvrage ont exploré des problématiques spécifiques, relatives à l'aménagement du territoire, à l'artisanat, au transport, à l'agriculture, à la démographie, à l'environnement et à l'économie informelle.

Yaovi AKAKPO est philosophe. Sa thèse de doctorat d'état en épistémologie (histoire, philosophie et sociologie des sciences) a porté sur Transmutations sociales et tradition de savoir en Afrique. Il est professeur titulaire et enseigne à l'université de Lomé, où il dirige le Laboratoire d'Histoire, philosophie et sociologie des sciences et technologies. Il est membre-partenaire du Centre Alexandre Koyré et membre du Conseil d'administration de la Société de philosophie des sciences (SPS). Il a été chercheur résident, en 2017-2018, à l'Institut d'études avancées de Nantes.

Sous la direction de
Yaovi AKAKPO

Aménagement du territoire et sentiers d'économie en Afrique :
fonction du bricolage technologique

Sous la direction de
Yaovi AKAKPO

Aménagement du territoire et sentiers d'économie en Afrique : fonction du bricolage technologique

Innovations sociales en Afrique



Etudes africaines



ISBN : 978-2-343-22224-0
20,50 €

L'Harmattan

Sous la direction de
Yaovi AKAKPO

**Aménagement du territoire et
sentiers d'économie en Afrique :
fonction du bricolage technologique**

Innovations sociales en Afrique

L'Harmattan

Du même auteur

Le technocolonialisme, Paris, 2019, L'Harmattan.
Science et reconnaissance, Paris, 2016, Présence Africaine.
La recherche en philosophie, Paris, 2012, L'Harmattan.
L'horizon des sciences en Afrique, Bern, 2009, Peter Lang.

© L'Harmattan, 2021

5-7, rue de l'École-Polytechnique 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

ISBN : 978-2-343-22224-0

EAN : 9782343222240

Comité international de lecture

Président : Prof. Yaovi AKAKPO, Université de Lomé

Membres : Prof. Aklesso ADJI (Université de Lomé), Prof. Egah AGBODJI (Université de Lomé), Komlan Kwassi AGBOVI (maître de conférences, Université de Lomé), Coffi Cyprien AHOLOU (maître de conférences, Université de Lomé), Mawusse Kpakpo AKUE ADOTEVI (maître de conférences, Université de Lomé), Amévor AMOUZOU-GLIKPA (maître de conférences, Université de Lomé), Tossou ATCHRIMI (maître de conférences, université de Lomé), Akodah AYEWOUDAN (maître de conférences agrégé, Université de Lomé), Lambert BABADJIDE (maître de conférences, Université d'Abomey-Calavi), Dupont Evariste BOBOTO (maître de conférences, Université Marien Ngouabi), Tchaa BOUKPESSI (maître de conférences, Université de Lomé), Prof. Komlan Essowè ESSIZEWA (Université de Lomé), Prof. Komla ETOU (Université de Lomé), Prof. Thierry EZOUA (Université Félix Houphouët Boigny), Prof. Kokou Mawulikplimi GBEMOU (Université de Lomé), Prof. Follygan HETCHELI (Université de Lomé), Prof. Kokou Folly Lolowou HETCHELI (Université de Lomé), Prof. Edinam KOLA (Université de Lomé), Komi Kouvon (maître de conférences, Université de Lomé), Koffi KPOTCHOU (maître de conférences, Université de Lomé), Ayira KOREM (maître de conférences, Université de Lomé), Gbati NAPO (maître de conférences, Université de Lomé), Prof. Marcel NGUIMBI (Université Marien Ngouabi), Auguste NSONSISSA (maître de conférences, Université Marien Ngouabi), Paboussoum PARI (maître de conférences, Université de Lomé), Prof. Moukaïla Abdo SERKI (Université Abdou Moumouni de Niamey), Prof. Koudjo SOKEMAWU (Université de Lomé), Koffi Nutéfé TSIGBE (maître de conférences, Université de Lomé), Prof. Ignace Ayénon YAPI (Université de Bouaké), Prof. Dotsé YIGBE (Université de Lomé).

TABLE DES MATIERES

Le bricolage technologique en Afrique : fonction sociale et enjeux historiques, Yaovi AKAKPO, Université de Lomé	9
Chapitre 1 : Sociohistoire des associations artisanes dans les arrondissements de Godomey et d'Abomey-Calavi au Bénin, Clément Chabi WOROU et Antoinette GBOKLI, Université d'Abomey-Calavi	15
Chapitre 2 : L'éclairage public des rues dans les espaces périurbains de Lomé (Togo) : de l'inégalité spatiale à l'injustice, Gnimavor Kodjo FAGBEDJI, Iléri DANDONOUGBO, Prof. Follygan HETCHELI, Université de Lomé	49
Chapitre 3 : Innovations et Logiques dans l'activité de transport sur le Corridor Abidjan-Lagos. B. Jaurès KOUIN, Université d'Abomey-Calavi	75.
Chapitre 4 : Utilisation des technologies de l'information et de la communication par les exploitants agricoles familiaux dans le département du plateau (sud-est Benin), Hervé Worou AFOUDA, Université d'Abomey-Calavi, Pierre ASSOGBA, Université d'Abomey-Calavi, Ibouaïma YABI, Université d'Abomey-Calavi, Thiou Tanzidani Komlan TCHAMIE, Université de Lomé, Fulgence AFOUDA, Université d'Abomey-Calavi	105.
Chapitre 5 : Croissance démographique et impacts environnementaux des systèmes culturels dans la commune de Glazoué au Bénin, Appolinaire ALINENOU, Université d'Abomey-Calavi, Ibouaïma YABI, Université d'Abomey-Calavi, Koudzo SOKEMAWU, Université de Lomé, Euloge OGOUWALE, Université d'Abomey-Calavi	127
Chapitre 6 : La fonction novatrice de l'économie informelle dans l'économie de la Communauté urbaine de Zinder, OUMAROU Issoufou, Université de Zinder	161
Chapitre 7 : Effets socio-economiques de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Calavi (commune d'Abomey-Calavi) au sud-ouest du Bénin, Judith Eric Georges YETONGNON et Toundé Roméo Gislain KADJEBIN, Université d'Abomey-Calavi	177

CHAPITRE 7

Effets socio-économiques de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Calavi (commune d'Abomey-Calavi) au sud-ouest du Bénin

Judith Eric Georges YETONGNON, **Toundé Roméo Gislain**
KADJEBIN

Université d'Abomey-Calavi

Résumé : L'étude des effets socio-économiques de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Calavi (commune d'Abomey-Calavi) est une contribution qui vise à mieux cerner les incidences de cette décision du gouvernement à aménager ces espaces sur la vie des populations de l'arrondissement de Calavi. Les recherches documentaires, les travaux de terrain et les enquêtes socio-économiques menées, ainsi que l'analyse des résultats représente l'approche méthodologique adoptée. De plus, le modèle conceptuel SWOT a été utilisé pour récapituler les résultats obtenus au terme de cette recherche. De cette analyse, il ressort que l'opération de déguerpissement des espaces publics a touché la totalité de la population de Godomey (100 %). Parmi les personnes retenues pour l'enquête, 45 % saluent la décision mais trouvent cela trop précipité ; 33 % la jugent mauvaise, 15 % n'ont rien à reprocher à l'Etat et 7 % sont neutres. Il est à noter que plus de 90 % des personnes exerçant des activités génératrices de revenus de façon illégale et ayant occupées les domaines de l'Etat, se sont vu purement renvoyés selon les enquêtes de terrain. Ainsi, ils ont perdu leur gagne-pain. Néanmoins, d'autres s'en sont sortis car remplissant les normes et ayant été dédommagés. Vu l'importance des travaux et les délais d'exécution, les autorités tant municipales, locales que gouvernementales ont mis en place des stratégies visant à ne pas créer trop de désagréments.

Mots clés : Effets socio-économiques, opération de libération, espaces, publics, croissance démographique, environnement, arrondissement de Calavi.

Abstract : The survey of the socioeconomic effects of the operation of liberation of the public spaces in the precinct of Calavi (township of Abomey-Calavi) is a contribution that aims to surround the impacts of the government's decision better to arrange his/her/its spaces on the life of the populations of the precinct of Calavi. The documentary research, the works of land and the socioeconomic investigations led on the land, as well as the analysis of the results represents the methodological approach adopted to reach the discounted objectives. Besides, the model conceptual SWOT has been used to sum up the results gotten to the term of this survey. Of this analysis, it comes out again that the operation of déguerpissement of the public spaces touched the totality of the population of Godomey (100 %). Among them investigated, 45 % hello the decision but find it too precipitate; 33% judge it bad and 15 % don't have anything to blame the state and 7 % are neutral. Is to note that more than 90 % of the exercising people of the generating activities of come-back in an illegal way and having occupied the domains of the state, are seen themselves sent back merely. Thus, they lost their livelihood and returned out of work. Nevertheless, others managed it because filling the norms and having been compensated. Seen the importance of works and the delays of execution, the authorities so much municipal, local that those of the government put the strategies aiming to not to create too many annoyances in place.

Keywords: Socioeconomic effects, operation of liberation, spaces, public, demographic, environment, precinct of Calavi.

Introduction

L'évolution du monde a modifié les termes dans lesquels se pose le problème régional, plus exactement elle a donné une importance croissante à un type d'organisation de l'espace auquel jusqu'alors on avait prêté une insuffisante attention. L'espace est le support de la vie et de l'activité humaine. Depuis plusieurs années, les problèmes liés à la non-libération des espaces publics persistent. Ils sont de nos jours une réalité. En effet, pour répondre aux objectifs de développement et de bien-être social, plusieurs documents ont été

élaborés sur le plan national. Nous pouvons citer par exemple la DEPNAT (Déclaration de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire) qui prévoit de garantir à l'échelle locale un bon équipement pour assurer à l'ensemble des ménages l'accès aux services de base et favoriser le développement des activités productives (L. Sagbo, 2012, p 9).

Pour le géographe, l'espace est l'étendue terrestre utilisée et aménagée par les sociétés en vue de leur reproduction non seulement pour se nourrir et s'abriter mais dans tout complexe des lieux et de leurs relations. L'espace géographique comprend tout ce qui fait la singularité des lieux et l'ampleur de leurs relations : peuple et populations, villes et villages avec toutes leurs caractéristiques (P. Claval, 2006, p 31).

En Afrique tropical, les villes sont perçues comme des lieux de réusite sociale par leur mirage et leur attrait par des populations rurales (B. N'Bessa, 1997, p75-76). La ville est l'un des facteurs de l'organisation de l'espace. L'influence d'une ville s'exprime par l'importance et la localisation de la population qui a recours aux services et aux biens qu'elle fournit (M. Hagnerrelle, 1994, p 107). L'espace est organisé par une métropole, une grande ville pourvue de la gamme à peu près complète des services les plus rares, qui coordonnent les activités d'un important groupe humain (E. Juillard, 1970, p 26). L'organisation de l'espace par une ville est fortement tributaire de la structure de l'espace. L'espace se structure autour d'un axe majeur de forte densité de population et d'urbanisation intense. Les hommes en société construisent leur espace de vie. L'homme n'intervient donc presque jamais seul, mais, la plupart du temps au sein du groupe social (M. Hagnerrelle, 1999, p18).

D'après M. Agossou (2008, p11), l'intégration régionale vise à montrer les nouvelles stratégies d'organisation de l'espace et l'avenir des Etats nations face à ces stratégies. Pour atteindre ses objectifs, d'importants travaux sont réalisés et continuent d'être réalisés sur toute l'étendue du territoire concernant la libération des espaces publics. Ainsi, face à cette situation, l'Etat a pris ses responsabilités après tant de sommations envoyées aux occupants de libérer les emprises des espaces publics. Tel est le cas de la commune d'Abomey-Calavi. Passé le délai fixé, le trente et un décembre deux

mille seize (31/12/2016), le gouvernement, à travers le préfet, se réserve le droit de descendre sur le terrain pour mettre de l'ordre. Pourtant, la préoccupation de l'homme a toujours été et demeure encore la satisfaction des besoins fondamentaux. Ainsi, le Bénin à l'instar des autres pays en voie de développement est confronté aux problèmes de libération des espaces publics. De nombreux facteurs dont les facteurs sociologiques (au sens large) et les facteurs économiques sont pour la plupart à l'origine de ces problèmes (A. Houédénou, 2007, p 7).

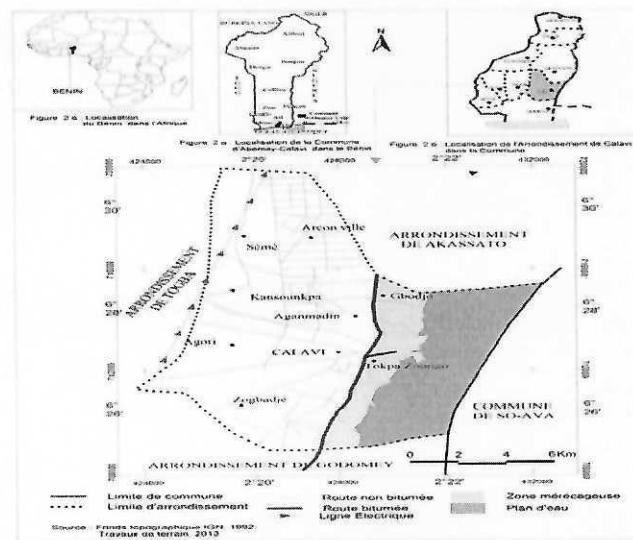
La question de l'occupation anarchique des lieux publics est devenue une source de préoccupation dans la capitale. Cette situation ne laisse aucun citoyen indifférent au point où les autorités du Bénin sont régulièrement indexées. C'est pourquoi, ces dernières ont décidé une fois pour toute de finir avec cette situation qui n'est pas sans conséquence sur la vie de la population. Les déguerpissements reposent en effet sur des conflits autour de la reconnaissance du droit à occuper des espaces convoités mais aussi du droit à être considérés comme citoyens. En s'inscrivant dans un contexte de développement durable, où l'on doit concilier les préoccupations des espaces publics ; il est nécessaire de prêter une attention particulière quant aux effets de l'opération de libération des espaces publics sur le milieu naturel et plus particulièrement sur les activités socio-économiques. Ainsi, pour aborder cette étude, il a été tout d'abord question de présenter le cadre d'étude suivi de l'approche méthodologique de recherche. Ensuite, les résultats obtenus ont été présentés. Enfin, les résultats obtenus ont été discutés ; ce qui a permis de déboucher sur la conclusion.

2. Contexte de l'étude

2.1. *Situation géographique du milieu de l'étude*

L'arrondissement d'Abomey-Calavi est situé en plein cœur de la commune d'Abomey-Calavi entre les parallèles 6°26' et 6°30' latitude nord et les méridiens 2°20' et 2°22' longitude est. Il partage ses frontières avec la commune de Cotonou à l'est, l'arrondissement de Togba à l'ouest, au sud par Godomey et au Nord par Glodjigbé et Akassato (Mairie d'Abomey-Calavi, 2006, p 15). La figure 1 présente la situation géographique de l'arrondissement d'Abomey-Calavi.

Figure 1 : Situation géographique et subdivisions administratives de l'arrondissement de Calavi



Source : IGN, 1992 et travaux de terrain, 2013

2.2. Approche méthodologique de recherche

Les données utilisées sont entre autres les données démographiques de l'arrondissement de Calavi constituée des effectifs des populations pour la période 1979-2013 disponibles à l'INSAE ; des données climatiques à l'échelle annuelle (hauteur de pluies, températures moyennes sur la période de 1975 à 2010) disponible à l'ASECNA ; des données qualitatives d'investigation socio-anthropologique qui ont permis d'appréhender la perception des populations sur les conséquences de l'opération de libération des espaces publics et de cerner les mesures d'adaptation développées par l'Etat à leur égard. Par ailleurs, les techniques mises en œuvre comme l'observation directe et des entretiens semi-directifs ont permis respectivement d'identifier les villages et quartiers de ville affectés par le déguerpissement et de comprendre le comportement de ses personnes concernées face à un tel problème. Il a été utilisé à cet effet, le questionnaire et la grille d'observation ; l'approche MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative) qui consiste à

s'intéresser d'abord aux réalités quotidiennes des acteurs retenus pour l'enquête (activités socioprofessionnelles). Elle a permis de créer l'ambiance nécessaire pour l'obtention des informations fiables ; l'entretien de groupe a permis de confronter et de compléter les informations collectées à l'aide du guide d'entretien. Les outils tels que les questionnaires d'enquête sont utilisés pour collecter des fiables informations et auprès des sinistrés sur le terrain ; le guide d'entretien adressé aux personnes ressources a servi de repère pour les objectifs à atteindre. Quant aux matériels utilisés sur le terrain, il est utilisé un appareil photographique pour la prise des vues des bâtiments cassés et des abords des voies de l'arrondissement de Calavi ; un bloc-notes pour la collecte d'importantes informations.

Les données collectées ont été dépouillées, classées, regroupées et présentées sous forme de tableaux et de figures. Ensuite, il a été procédé à l'analyse et à la synthèse des données recueillies au niveau de ces différentes structures. Ainsi, les informations recueillies auprès des populations retenues pour l'enquête sont traitées par les logiciels Word 2010 pour les textes, Excel 2010 pour les tableaux et figures, Arc-view 3.2 pour les courbes et les cartes. Il a été également utilisé le modèle SWOT pour l'analyse des données collectées sur le terrain.

2.3. Echantillonnage

La technique d'échantillonnage a consisté à répertorier tous les quartiers de villes affectées par la problématique de libération des espaces publics avec leur population respective. La taille de l'échantillon a été déterminée en suivant la méthode de D. Schwartz (1995, p 9) qui se formule comme suit :

$$N = Z\alpha^2 \cdot PQ / d^2$$

Avec :

N = taille de l'échantillon par village

Z α = écart fixé à un degré de confiance de 95 %

P = nombre de ménages par quartier de ville

d = marge d'erreur qui est égale à 5 %

La taille de l'échantillon a été calculée avec un degré de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 5 % (de plus ou de moins).

$$Z_{\alpha^2} = (1,96)^2 = 3,841$$

$$P = 117824 / 656358 = 0,17$$

$$Q = 1-p = 1-0,17 = 0,83$$

$$d^2 = (5 \%)^2 = 0,0025$$

$N = 216,81$ soit 217 personnes par quartier de ville.

D'après les informations recueillies sur le terrain, cet accroissement rapide est dû à l'afflux d'immigrants en quête d'opportunité. Ainsi, les six (06) quartiers de villes que compte l'arrondissement de Calavi ont été retenus. Il s'agit d'Agori, Gbodjo, Tokpa- Zoungo, Agamandin, Kansoukpa, Sèmè. Le tableau 1 présente les caractéristiques de l'échantillon utilisé dans le cadre de cette recherche.

Tableau 1 : Caractéristique de l'échantillon utilisé

Commune	Arrondissement choisi	Quartiers de ville	Nombre total de personnes	Nombre de personnes retenues pour l'enquête	Fréquences des personnes retenues en %
Abomey-Calavi	Calavi	Agori	62 586	115	53
		Gbodjo	4 577	09	04
		Tokpa-Zoungo	6 306	12	05
		Agamandin	17 469	32	15
		Kansoukpa	14 280	26	12
		Sèmè	12 606	23	11
Total	01	06	117 824	217	100

Source : Résultats d'enquête de terrain, juillet 2017

Il ressort de l'analyse du tableau II, qu'un total de 217 personnes a été retenu pour l'enquête lors des travaux de terrain conduit dans six quartiers de ville de l'arrondissement. De plus, le chef d'arrondissement de Calavi, les chefs de village ont été interrogés

dans l'équipe des personnes interviewées. Le tableau 2 montre les caractéristiques de l'échantillon des autorités et personnes ressources.

Tableau 2 : Caractéristique de l'échantillon des autorités et personnes ressources

Commune	Arrondissement choisi	Quartier de ville	Nombre d'autorités retenues pour l'enquête	Nombre de personnes ressources retenues pour l'enquête
Abomey-Calavi	Calavi	Agori	02	03
		Gbodjo	01	01
		Tokpa-Zoungo	02	01
		Agamandin	02	02
		Kansoukpa	02	01
		Sèmè	01	02
Total	01	06	10	10

Source : Résultats d'enquête de terrain, juillet 2017

Il ressort de l'analyse du tableau 2, qu'un total de 20 personnes ressources et d'autorités a été retenu pour l'enquête lors des travaux de terrain conduits dans six quartiers de ville de l'arrondissement afin de rendre des informations plus fiables. Notons que le choix de ces personnes ressources et autorités a été fait de façon raisonnée.

1.4 Résultats

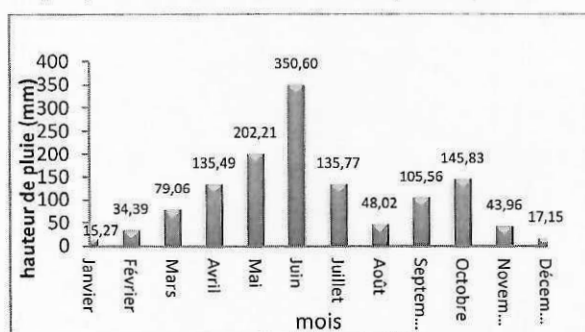
1.4.1 Facteurs physiques favorables à l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Calavi

1.4.1.1 Climat

L'arrondissement de Calavi subit l'influence du climat subéquatorial perceptible dans toute la commune d'Abomey-Calavi, à quatre saisons à savoir une grande saison sèche de décembre à mars, une grande saison pluvieuse d'avril à juillet, une petite saison sèche qui couvre le mois d'août à mi-septembre, et une petite saison pluvieuse de mi-septembre à novembre. Cette

répartition n'est pas radicale et connaît des décalages sensibles qui peuvent aller jusqu'à 15 jours voire plus. La moyenne pluviométrique annuelle est de 1200 mm dans l'arrondissement de Calavi (ASECNA, 2012, p 4). Pendant les saisons pluvieuses, on note la présence des flaques d'eau par endroit, des zones d'inondations ; ce qui occasionne des désagréments sur la santé des populations (Mairie de Calavi, 2006, p 27). Le graphique 1 présente le régime pluviométrique de la commune d'Abomey-Calavi.

Graphique 1 : Régime pluviométrique moyen à Calavi



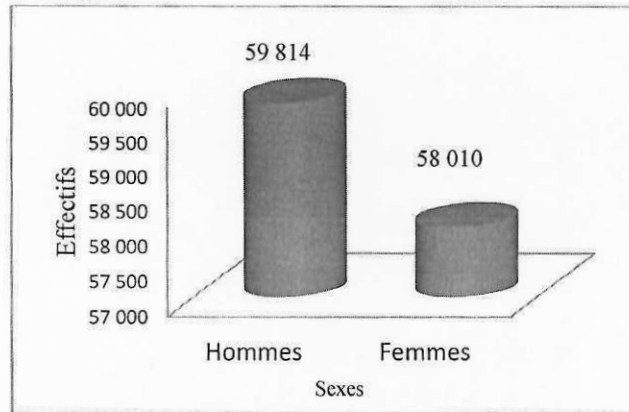
Source : Traitement des données de l'ASECNA, août 2017

De l'analyse du graphique 1, il est à retenir que le maximum de pluie est obtenu dans le mois de juin et en une année, deux saisons sont obtenues dont la première (grande) d'avril à juillet et la deuxième de septembre à novembre. A Calavi, le climat a eu d'influence sur l'opération de libération des espaces publics en ce sens que la pluie a envahi les effets ainsi que les marchandises des personnes affectées.

2.4.1.2. Données humaines

L'arrondissement de Calavi compte une population de 117 824 habitants sur les 1 398 229 de la commune en 2013 avec 59 814 hommes et 58 010 femmes (INSAE, 2013, p 35). Le graphique 2 présente l'effectif de la population en 2013 selon le sexe.

Graphique 2 : Répartition de la population selon le sexe en 2013

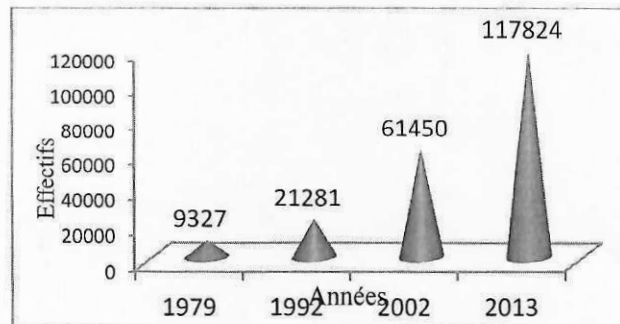


Source : Traitement des données de l'INSAE, août 2017

Il ressort de l'analyse du graphique 1, que l'évolution de l'effectif des hommes et des femmes est en liaison avec les opérations de déguerpissement.

Ce taux a augmenté comparativement au recensement de 2002 qui présente un total de 61 450 habitants soit un taux de croissance de 4,2 % (INSAE, 2013, p 35). Le graphique 3 présente la répartition de la population de 1979 à 1992 et de 2002 à 2013 à Calavi.

Graphique 3 : Effectifs des populations selon le sexe à Calavi



Source : Traitement des données de l'INSAE, août 2017

Il ressort de ce graphique 3 que la population d'Abomey-Calavi est inégalement répartie dans les quartiers de villes de l'arrondissement.

2.4.2. Incidences socio-économiques de l'opération de libération des espaces publics

L'opération de libération des espaces publics a des incidences socio-économiques sur la population de Calavi. Ces incidences sont d'ordres sociaux, économiques et environnementaux.

2.4.2.1. Conséquences sociales

Les politiques de déplacements forcés dans la ville d'Abomey-Calavi en particulier ont lieu dans des contextes extrêmement divers. De l'éviction pure et simple aux propositions de « recasement » sur des parcelles assainies ou d'accès au logement social, les mesures adoptées par les acteurs du déguerpissement divergent en fonction du contexte politique et foncier et des moyens dont sont dotés les programmes de réinstallation. Il faut voir dans ces déplacements forcés une chance d'accès au foncier régulier pour les citoyens pauvres, ce que certains acteurs considèrent comme une forme de sécurisation foncière ou au contraire il s'agit d'une façon d'éloigner certains groupes marginalisés des ressources urbaines localisées au centre-ville. La planche 1 présente une école privée cassée en face du CEG I d'Abomey-Calavi.

Planche 1 : Vue partielle d'une école privée cassée en face du CEG I d'Abomey-Calavi



Prise de vue : Yetongnon, Septembre 2017

La planche 1 montre la vue partielle d'une école privée cassée en face du CEG I Abomey-Calavi. Il en ressort qu'aucune infrastructure aussi privée ou luxueuse soit elle n'a été épargnée par ladite opération.

Les méthodes employées pour déguerpir sont proches d'un pays à l'autre et la précipitation en est une caractéristique commune. Même lorsque le processus de déplacement est prévu de longue date et fait partie d'un projet de développement, le déplacement a lieu dans l'urgence et la violence, ne laissant pas toujours le temps aux personnes déplacées de rassembler leurs effets personnels. Le moment du déguerpissement est vécu par nombre de citoyens comme un traumatisme et reste dans les mémoires comme un événement marquant. La planche 2 montre la vue partielle de l'état des habitations en plein déguerpissement.

Planche 2 : Vue partielle de l'état des habitations en plein déguerpissement



Prise de vue : Yetongnon, Septembre 2017

De la planche 2, il est à retenir que les habitations des populations qui se retrouvent dans la ligne rouge ont été détruites afin de permettre une bonne visibilité.

Il a été remarqué que lorsque les déguerpis sont conduits de force vers leur nouveau site, il arrive qu'on leur demande de détruire eux-mêmes leur logement (photo 1). Ces différentes formes de violence, physique ou symbolique, mettent les déplacés dans un rôle d'inférieurs en disqualifiant leur mode de vie.

Photo 1 : Vue partielle d'un complexe scolaire qui a été cassé par le propriétaire à Tokpa-Zoungo



Prise de vue : Yetongnon, septembre 2017

La photo 1 présente un complexe scolaire cassé par son propriétaire. Ce complexe du nom de complexe scolaire Euclide créé en 2006, avec cette opération de libération des espaces publics était obligé de se conformer à cette décision et a informé ses élèves afin que chacun puisse se trouver un autre collège.

Selon 80 % des populations retenues pour l'enquête, la relégation spatiale et sociale des déplacés aux marges de la cité est le produit d'un rapport de force entre une pluralité d'acteurs plus ou moins identifiés par les populations victimes mais assez semblables d'une société à l'autre. Schématiquement, il résulte de la confrontation entre des populations marginales (marchands de rue, étrangers, résidents pauvres de quartiers dégradés) et des « déguerpisseurs » requérant l'évacuation et s'appuyant sur un pouvoir établi à différentes échelles (Etat, autorités locales, promoteurs, sociétés privées). Des négociations peuvent avoir lieu entre ces différentes parties principalement autour de l'octroi de compensations. Comme dans tout rapport de force, des stratégies différenciées émanent en fonction des rapports de pouvoir. Parmi les habitants ou commerçants menacés d'éviction, 90 % ont préféré se résigner et de trouver une place ailleurs en ayant (ou non) reçu une compensation financière ou foncière, tandis que les jusqu'aboutistes (10 %) se maintiennent sur les terrains controversés le plus longtemps possible dans l'espoir d'obtenir gain de cause, ou au

moins, une meilleure compensation. Ces différentes stratégies traduisent une « diversité de profil des expulsés » qui agissent individuellement en fonction de leurs ressources économiques et sociales. La brutalité et la violence des opérations résident ainsi dans l'atomisation des stratégies à l'échelle même du quartier. La photo 2 montre la vue de quelques paillotes démolies à Tokpa-Zoungo.

Photo 2 : Vue de quelques paillotes démolies à Tokpa-Zoungo



Prise de vue : Yetongnon, Septembre 2017

La photo 2 montre la vue de quelques paillotes démolies à Tokpa-Zoungo du fait de leur emplacement sur les espaces publics de l'Etat.

2.4.2.2. Conséquences économiques

Parmi les déconvenues économiques du déguerpissement, figure l'incapacité des commerçants à solder les créances acquises auprès des structures financières comme l'a témoigné 80 % des personnes rencontrées sur le terrain.

Pire, certaines réformes, dont notamment la libération des espaces publics a impacté négativement les activités économiques.

Les activités économiques depuis quelques mois sont plombées. Cette situation triste qui embarrasse plus d'uns, est la résultante de la fameuse opération de libération des espaces publics entamé par le gouvernement de la rupture. La planche 3 présente la vue partielle de quelques boutiques affectées par le déguerpissement à Tokpa-Zoungo.

Planche 3 : Vue partielle de quelques boutiques affectées par le déguerpissement



Prise de vue : Yetongnon, septembre 2017

La planche 3 présente la vue partielle d'une boutique affectée par le déguerpissement à Agori.

En plus d'avoir privé certaines populations (environ 70 %) de l'arrondissement de Calavi d'exercer leurs activités, cette opération entreprise par le gouvernement a bien évidemment eu d'autres conséquences. Parmi elles, la plus perceptible est l'impact qu'a eu cette opération sur les activités économiques.

Au cours des enquêtes menées sur le terrain, bien de sinistrés (65 %) ont affirmé que leurs activités ont tourné au ralenti voire stoppé depuis la phase répressive. Des restauratrices se sont vues obligées de rester à la maison, vu qu'elles n'ont plus d'espace où exercer leur métier. Les tableaux 3 et 4 présentent les valeurs chiffrées des personnes affectées par le déguerpissement sur le plan économique avant et après la répression.

Tableau 3 : Estimation de la perte du chiffre d'affaire des personnes affectées par le déguerpissement

Personnes affectées par le déguerpissement	Biens affectés	Fréquences des personnes affectées en %	Valeur chiffrée par individu / Mois en FCFA
Commerçants	Boutique	21	1.475.000
	Appâtâm	11	40 000
	Baraque	25	30 000
	Enclos circonstanciels	8	10 000

Total 1		65	1 555 000
Artisans	Ateliers	35	50.000-1 000 000
Total 2	-	35	50.000-1 000 000
Grand Total	-	100	2 555 000

Source : Enquêtes de terrain, juillet 2017

Tableau 4 : Estimation de la perte du chiffre d'affaire des personnes affectées par le déguerpissement

Personnes affectées par le déguerpissement	Biens affectés	Fréquences des personnes affectées en %	Valeur chiffrée par individu en FCFA
Commerçants	Boutique	21	500 000
	Appâtâm	11	13 000
	Baraque	25	10 000
	Enclos circonstanciels	8	4 000
Total 1		65	527 000
Artisans	Ateliers	35	15 000-100 000
Total 2	-	35	15 000-100 000
Grand Total	-	100	627 000

Source : Enquêtes de terrain, juillet 2017

Légende : - = non précisée par les personnes retenues pour l'enquête

Les tableaux 3 et 5 montrent en termes de statistiques, les personnes affectées par le déguerpissement ainsi que les conséquences néfastes du déguerpissement sur l'économie et les biens. Aussi, il faut noter que ces deux tableaux montrent la valeur des biens qui existaient avant l'opération et les pertes issues de l'opération de libération des espaces publics chez les sinistrés.

2.4.2.3. Conséquences environnementales

Sur le plan environnemental, les conséquences sont plus positives parce que l'opération de libération des espaces publics garantit aux populations un meilleur cadre de vie. Ainsi, cette opération vise à améliorer les conditions de déplacement urbain qui est un facteur d'amélioration de la productivité urbaine. En effet, les gains de temps (on circule mieux et plus vite) qui résultent de la

libération des trottoirs vont faciliter l'accès des clients, des piétons aux activités de commerce et de service (planche 4).

Planche 4 : Vue partielle des trottoirs libérés facilitant la libre circulation des populations



Prise de vue : Yetongnon, Septembre 2017

La planche 4 montre une vue partielle des trottoirs libérés facilitant la libre circulation des populations. Elle traduit en effet, la sécurité routière du fait que non seulement les abords ont été dégagés mais aussi qu'une visibilité claire est faite sur l'axe.

Les investigations auprès de 70 % des personnes retenues pour l'enquête ont montré de nos jours que le déguerpissement a fait disparaître les activités dont l'installation est permanente pour des activités foraines de commerce. Dans le cas où le vendeur doit présenter aux clients ses produits, il le fait de façon mobile tout en circulant avec son étalage. De même, selon 100 % des autorités retenues pour l'enquête, un particulier qui possède son restaurant à l'intérieur de l'espace dit de l'Etat ou public, peut, par dérogation, disposer temporairement des couverts sur une partie du trottoir où il peut mettre des parasols. Mais la nuit, tout est enlevé afin que la voie publique puisse être intégralement nettoyée et ceci conformément à des règles et procédures communales qui doivent être mieux précisées pour être bien respectées.

Par ailleurs, ces espaces libérés ont permis également de planter des arbres aux alentours pouvant permettre aux populations de se reposer sous ses arbres pour prendre de l'air en temps de chaleur (planche 5).

Planche 5 : Vue partielle de quelques arbres plantés aux alentours des trottoirs libérés à Gbodjo

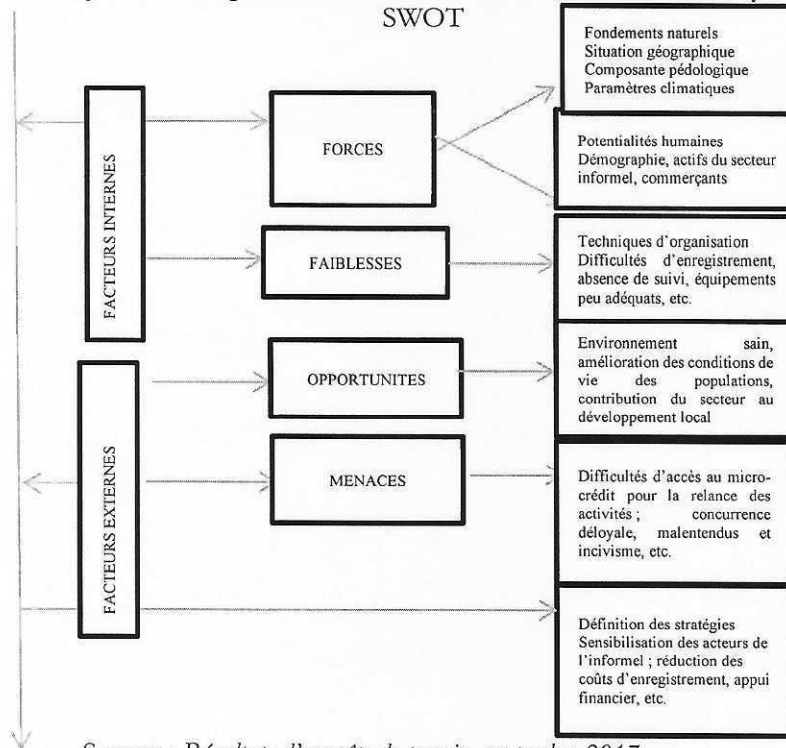


Prise de vue : Yetongnon, Septembre 2017

La planche 5 présente une vue partielle de quelques arbres plantés aux alentours des trottoirs libérés à Gbodjo. Il en ressort qu'après l'opération de libération des espaces verts, il a été procédé à un réaménagement du lieu.

La figure 2 présente le modèle SWOT appliqué à l'analyse des résultats.

Figure 2 : Récapitulatif des résultats à l'aide du modèle d'analyse SWOT



Source : Résultats d'enquête de terrain, septembre 2017

Ce modèle est un outil d'analyse intégré des aspects socio-économiques. Il a permis d'identifier les facteurs internes, d'une part, constitués des fondements naturels à travers la situation géographique, la composante pédologique, les paramètres climatiques ; des potentialités humaines basées sur la démographie, le secteur informel actif, les commerçants puis les techniques d'organisation consacrer aux difficultés d'enregistrement, l'absence de suivi, les équipements peu adéquats et les facteurs externes d'autre part basés sur un environnement sain, l'amélioration des conditions de vies des populations. Les menaces identifiées sont liées aux difficultés d'accès aux micro-crédits pour la relance des activités. Ces deux facteurs influencent l'opération de libération des

espaces publics dans l'arrondissement de Calavi. L'utilisation de ce modèle a facilité la connaissance des facteurs favorables, des conséquences, les opportunités, les menaces ainsi que la détermination des stratégies développées par les populations pour faire face à ces conséquences.

Discussion

Les résultats obtenus lors des enquêtes de terrain ont montré que les multiples opérations effectuées pour restaurer l'ordre et la salubrité font apparaître un bilan encore contrasté dans la commune d'Abomey-Calavi. La tolérance et le laisser-faire qui ont marqué les cinq à six décennies passées avaient accrédité l'idée que les déguerpissements n'étaient que des mauvais moments à supporter et que la réinstallation à l'identique et au même endroit faisait partie du jeu. Les résultats issus des enquêtes de terrain sont conformes à ceux trouvés par A. Osmont (1995, p 11) qui trouve que la conduite des déguerpissements est une pratique diffuse dans le temps et dans l'espace des grandes métropoles du Sud au point que l'on peut se demander si l'on n'assiste pas, aujourd'hui, au renouvellement d'un ancien mode de production de la ville. Il en est de même de P. Talercio, (2008, p 93) qui trouve que les déguerpissements contemporains réactivent en effet des héritages ambigus avec les opérations passées caractérisées par des interventions brutales (urbanisme du bulldozer) pour « assainir » le tissu urbain dans le cadre de régimes politiques autoritaires. Les modalités des opérations contemporaines apparaissent fort différentes d'une société à une autre, en termes de gouvernance, de temporalités, de registres, de justification et de projet urbain (tant dans le devenir des espaces libérés que dans celui des possibles espaces de « réinstallation ». Ils sont également similaires à ceux obtenus par A. Spire et *al.*, (2014, p 44-45) qui trouvent que le point commun des mobilités forcées provoquées par les déguerpissements passés et présents dans les villes du Sud réside dans un rapport de force généralement violent entre déguerpis et « déguerpisseurs » attirés par la reconquête des espaces centraux et péricentraux revalorisés. Les déguerpissements révèlent des effets de concurrence dans la manière de produire la ville au Sud et donnent naissance à la constitution de registres de légitimité, explicites ou implicites, de la condition citadine et des modalités de production de l'espace urbain, au centre et en périphérie. Berry-

Chikhaoui (2007, p 156) dans ses recherches affirme que l'absence du mot déguerpissement pour analyser les déplacements forcés actuels dans la métropole carioca paraît liée à l'environnement institutionnel et politique des opérations. Le mot déguerpissement va à l'encontre de la promotion d'espaces de négociation dans un contexte démocratique (avec une Constitution à l'échelle de l'État fédéral qui proclame le droit à la ville et au logement) et minimise probablement le rôle important des indemnités octroyées aux catégories de citoyens déplacés, malgré tout, par la contrainte.

Conclusion

La présente recherche a traité des effets socio-économiques de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Calavi. L'approche méthodologique adoptée est fondée sur la collecte des données, leur traitement suivi de l'analyse de ces dernières à travers le modèle SWOT. Les résultats obtenus ont montré que l'opération de déguerpissement entreprise par le gouvernement offre un regard très différent lors de son application, changeant de ce fait le paysage dans les villes du Sud en général et à Calavi (Bénin) en particulier. Cet état de chose a permis d'observer des modes opératoires relativement variés mais des problématiques proches dans la généralisation des mobilités forcées à l'échelle intra-urbaine dans le cadre des politiques de renouvellement urbain dans la commune d'Abomey-Calavi en générale. Les conflits qui entourent les déguerpissements dans l'arrondissement de Calavi révèlent la coproduction de registres de légitimité et d'illégitimité citadine caractérisée par des processus de normalisation des déguerpissements inscrits à différentes échelles de temps. La généralisation de ces processus pose la question de la mise en place d'un modèle de cadre de vie injuste produite à l'échelle locale par des mécanismes de destruction et d'exclusion.

Références bibliographiques

- AGOSSOU MICHEL, (2008) : L'organisation de l'espace régional par Kétou, Mémoire de maîtrise de Géographie, DGAT/FASHS/UAC, 95 p.
- ASECNA, (2012) : Régime pluviométrique moyen à Calavi, Traitement des données, 5ème édition, Cotonou, 4 p.
- BERRY-CHIKHAOUI ISABELLE, (2007) : « Les citoyens face aux enjeux d'internationalisation de la ville. » Casablanca et

- Marseille : où est le Nord, où est le Sud ? *Autre part*, n°41, Edition Seuil, Paris, pp.149-163.
- HAGNERRELLE MICHEL, (1994) : La France dans l'espace Européen, Edition Magnard, Paris, 368 p.
- HAGNERRELLE MICHEL, (1999) : Fichier de géographie, Edition Magnard, Paris, 54 p.
- HOUEDENOU ALEXIS, (2007) : Impacts socio-économiques de l'érosion côtière dans la commune de Grand- Popo, Mémoire de maîtrise de Géographie, DGAT/ FASHS/UAC, 92p.
- INSAE, (2013) : Effectifs de la population des villages et quartiers de ville du Bénin (RGPH-4, 2013), 4ème édition, Cotonou, 85 p.
- JULLARD ETIENNE, (1970) : La région : contributions à une géographie générale des espaces régionaux, Edition Seuil, Paris, 199 p.
- MAIRIE DE CALAVI, (2006) : Plan de Développement Communal (2005-2009), 6ème édition, Afrique conseil, Abomey-Calavi, 78 p.
- N'BESSA BENOIT, (1997) : Les fonctions urbaines de Cotonou. Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle de Géographie. Université de Bordeaux III, 290 p.
- OSMONT ANNICK, (1995) : Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du sud, Espace et Urbanisation, Edition Gallimard, Paris, 44 p.
- SAGBO LEANDRE, (2012) : L'organisation de l'espace régionale par Kétou. Mémoire de maîtrise de Géographie, DGAT/ FLASH/UAC, 85 p.
- SCHWARTZ DANIEL, 1995: Méthode statistique à usage des médecins et des biologistes, 4^{ème} édition, Edition médicales, Flammarion, Paris, 314p.
- TALERCIO PATRICK, (2008) : « Un déguerpissement exemplaire à Ouaga (Burkina Faso) », *Revue Agone*, n°38-39, La Découverte, Paris, pp.89-107.
- Webographie
- CLAVAL PAUL, (2006) : Le développement durable : Stratégies descendantes et Stratégies ascendantes dans Géographie, économie, société, n°8, [https:// Fr. m. Wikipedia.Org](https://fr.m.wikipedia.org), mis en ligne le 07 novembre 2006, consulté le 29 octobre 2018 à 19 h 33min 12s.

NINNIN JUSTINE, (2016) : « le rêve carioca : entre planification urbaine et déplacements forcés de population », l'espace politique (en ligne), 22 /2014- 1, mis en ligne le 17 mars. 2014, consulté le 02 décembre 2017 à 22 h 40 min. URL : [http : // espace politique. revues.org/ 2950](http://espacepolitique.revues.org/2950) ; DOI : 104000/ espace politique, 2950.